

L'Industrielle Alliance termine l'année financière 2008 avec un bénéfice de 66,1 millions de dollars

Québec, le 26 janvier 2009 – L'Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc. (« Industrielle Alliance » ou « la société ») termine l'année financière 2008 avec un bénéfice net aux actionnaires ordinaires de 66,1 millions de dollars, comparativement à 242,2 millions de dollars pour l'année 2007. Ce résultat se traduit par un bénéfice par action ordinaire dilué de 0,82 \$ (2,99 \$ en 2007).

Pour le quatrième trimestre de 2008, la société enregistre une perte nette aux actionnaires ordinaires de 110,2 millions de dollars (1,37 \$ par action ordinaire diluée), comparativement à un bénéfice net aux actionnaires ordinaires de 63,1 millions de dollars pour la même période en 2007 (0,78 \$ par action ordinaire diluée).

Les résultats du quatrième trimestre ont notamment été touchés par la baisse des marchés boursiers, qui est venue retrancher environ 25,5 millions de dollars après impôts au bénéfice attendu de la société; par une dévaluation supplémentaire de 14 % des papiers commerciaux non bancaires adossés à des actifs, portant ainsi à 29 % la dévaluation totale de ces titres; et par un renforcement des provisions mathématiques de 138,2 millions de dollars après impôts. La société a notamment décidé de renforcer ses provisions mathématiques, tout en mettant en œuvre des mesures additionnelles, de manière à se prémunir contre un choc supplémentaire de 13 % environ des marchés boursiers et, bien qu'elle n'était pas obligée de le faire, afin de tenir compte d'une baisse supplémentaire de 20 points centésimaux du taux de réinvestissement ultime (*URR*). Sans le renforcement de ses provisions mathématiques, la société aurait terminé le trimestre avec un bénéfice sur les activités courantes de 20,2 millions de dollars après impôts.

En dépit de la turbulence des marchés financiers, la solidité financière, telle que mesurée par le ratio de solvabilité, a continué de s'améliorer en 2008. La société prévoit ainsi terminer l'année avec un ratio de solvabilité de 200 % environ au 31 décembre 2008, ce qui est supérieur au ratio de 193 % enregistré au 31 décembre 2007. Le ratio de solvabilité devrait se situer dans le haut de la fourchette de 175 % à 200 % retenue comme objectif par la société.

« Compte tenu de la grande volatilité des marchés financiers, nous avons décidé de jouer de prudence et de nous positionner de manière à nous prémunir contre de nouvelles baisses des marchés boursiers et des taux d'intérêt, a déclaré Yvon Charest, président et chef de la direction. Notre solidité financière reste très forte, comme le montre notre ratio de solvabilité, qui s'est avéré très robuste dans le contexte économique actuel. La qualité des placements demeure aussi très bonne, malgré la dévaluation de quelques titres. Nous prévoyons également maintenir notre dividende au niveau actuel tout au cours de l'année 2009. Comme nous le voyons, nous avons traversé une grande partie de la tempête sans affaiblir la société, et nous avons confiance de pouvoir résister, le cas échéant, à de nouveaux chocs, pour la plus grande satisfaction de nos titulaires de contrats et de nos actionnaires. »

Résultats non vérifiés

Les résultats présentés dans ce communiqué pour l'année financière 2008 n'ont pas été vérifiés par les vérificateurs externes. Il est donc possible que certains résultats finaux diffèrent de ceux qui sont présentés dans le présent communiqué. Pour en simplifier la lecture, le présent communiqué a été rédigé à la forme affirmative, comme si les résultats qui y sont présentés étaient des résultats finaux. Les résultats financiers consolidés vérifiés pour l'année financière se terminant le 31 décembre 2008, comprenant les états financiers consolidés et le rapport de gestion, seront publiés le vendredi 13 février 2009.

Rentabilité

Voici les principaux faits saillants du quatrième trimestre au chapitre de la rentabilité.

Rentabilité				
(Millions de dollars, sauf indication contraire)	Quatrième trimestre		Année	
	2008	2007	2008	2007
Bénéfice sur les activités courantes (après impôts)	20,2	65,5	196,7	242,3
Renforcement des provisions mathématiques (après impôts)	(138,2)	(0,7)	(138,2)	(0,7)
Effet net de la variation de la juste valeur des instruments de dette et de l'actif sous-jacent (après impôts)	7,8	(1,7)	7,6	0,6
Bénéfice net (perte nette) aux actionnaires ordinaires	(110,2)	63,1	66,1	242,2
Bénéfice (perte) par action ordinaire (dilué)	(1,37 \$)	0,78 \$	0,82 \$	2,99 \$
Rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires	(25,8 %)	15,2 %	4,0 %	15,1 %

Bénéfice sur les activités courantes – La société termine le quatrième trimestre de 2008 avec un bénéfice sur les activités courantes de 20,2 millions de dollars après impôts (0,25 \$ par action ordinaire). Le bénéfice de la société a notamment été touché par :

- la baisse des marchés boursiers, qui est venue retrancher environ 25,5 millions de dollars après impôts au bénéfice attendu (0,32 \$ par action ordinaire). On sait que l'indice S&P/TSX de la Bourse de Toronto a reculé de 24 % au quatrième trimestre et de 35 % pour l'ensemble de l'année 2008. La baisse des marchés a réduit les honoraires perçus sur les fonds distincts et les fonds mutuels gérés par la société, diminué les revenus futurs escomptés sur les fonds des polices universelles et abaissé le revenu sur le capital;
- une dévaluation supplémentaire de 14 % des papiers commerciaux non bancaires adossés à des actifs. Cette dévaluation a diminué le bénéfice de la société de 10,6 millions de dollars après impôts (0,13 \$ par action ordinaire). La société possède une exposition totale de 104,1 millions de dollars aux papiers commerciaux non bancaires adossés à des actifs et ces papiers ont été dévalués de 15 % au troisième trimestre de 2007. La dévaluation annoncée aujourd'hui porte donc à 29 % la dévaluation totale de ces papiers. Cette dévaluation a été inscrite pour tenir compte, principalement, de la perte de valeur estimée des papiers commerciaux en raison de l'élargissement des écarts de taux d'intérêt qui s'est produite à la fin de 2008;
- une baisse permanente de 2,2 millions de dollars après impôts (0,03 \$ par action ordinaire) de la valeur de quelques titres qui ont été fragilisés par le contexte économique actuel;
- des pertes d'expérience de 9,6 millions de dollars après impôts (0,12 \$ par action ordinaire) découlant principalement de résultats de mortalité et d'invalidité défavorables dans les secteurs de l'Assurance collective et des Rentes collectives.

À noter par ailleurs que la société a enregistré des gains de 7,8 millions de dollars après impôts résultant de l'évolution favorable de l'écart entre la valeur marchande des instruments de dette et celle de l'actif sous-jacent (0,10 \$ par action ordinaire).

Renforcement des provisions mathématiques – Compte tenu du contexte économique et financier actuel, la société a par ailleurs jugé plus prudent de renforcer ses provisions mathématiques de 138,2 millions de dollars après impôts (1,71 \$ par action ordinaire) afin de se prémunir contre de nouvelles baisses des taux d'intérêt et des marchés boursiers. On sait que la société s'assure à la fin de chaque trimestre de la suffisance de ses provisions, compte tenu du contexte économique existant, mais ne revoit qu'à la fin de chaque année l'ensemble de ses hypothèses d'évaluation afin de tenir compte des plus récents développements survenus dans le marché et de sa propre expérience au chapitre de la mortalité, de la morbidité, des taux d'abandon, des coûts unitaires et autres. Cette année, la révision des hypothèses de fin d'année a amené la société à renforcer ses provisions mathématiques afin de tenir compte de trois facteurs en particulier :

- une baisse supplémentaire de 20 points centésimaux du taux de réinvestissement ultime (*Ultimate Reinvestment Rate – URR*). Bien que la société n'était pas dans l'obligation de renforcer ses provisions mathématiques pour le taux de réinvestissement ultime, puisqu'elle utilise déjà un taux inférieur au taux maximal établi d'après les normes de pratiques actuarielles, elle a décidé de jouer de prudence en abaissant de nouveau son taux afin de tenir compte de la baisse marquée des taux d'intérêt à long terme en fin d'année (le taux de réinvestissement ultime maximal est calculé en utilisant les données des dix dernières années des taux des obligations à long terme du gouvernement fédéral). La société utilise ainsi, aujourd'hui, pour évaluer ses provisions mathématiques, un taux de réinvestissement ultime inférieur au taux maximal prévu à la fin de l'année 2009, si le taux des obligations à long terme du gouvernement fédéral devait demeurer au niveau actuel pour l'ensemble de l'année 2009;
- la chute importante de la valeur du portefeuille d'actions appariant les engagements à très long terme de la société (on sait que les marchés boursiers ont reculé de 35 % en 2008). Compte tenu de la grande volatilité des marchés boursiers, la société a jugé plus prudent de renforcer suffisamment ses provisions mathématiques, tout en mettant en œuvre des mesures additionnelles, de manière à ce qu'une baisse supplémentaire de 13 % environ des marchés boursiers par rapport au niveau du 31 décembre 2008 (ce qui situerait alors l'indice S&P/TSX à 7 850 points environ) n'exige pas nécessairement une augmentation additionnelle des provisions mathématiques;
- la diminution des taux de déchéance des polices d'assurance vie.

Le renforcement des provisions mathématiques a par ailleurs été partiellement compensé par une libération de provisions pour tenir compte de deux facteurs en particulier, soit l'amélioration continue des taux de mortalité en assurance individuelle et la légère augmentation (de 15 points centésimaux) du taux de réinvestissement initial (*Initial Reinvestment Rate – IRR*). Ce taux est déterminé à partir d'un panier composé principalement d'obligations à long terme des gouvernements provinciaux et reflète les taux courants de ces obligations à la date de l'évaluation, soit au 31 décembre 2008.

À noter finalement que la révision des hypothèses d'évaluation touchant les coûts unitaires n'a pas eu d'incidence significative sur les provisions mathématiques en 2008.

Voici quelques points supplémentaires à souligner relativement à la rentabilité de la société au quatrième trimestre.

- *Drain sur les ventes d'assurance individuelle* – La bonne gestion de la charge à l'établissement des nouveaux contrats (le *drain*) dans le secteur de l'Assurance individuelle s'est poursuivie. Le *drain*, exprimé en pourcentage des ventes, s'est établi à 51 % au quatrième trimestre (46 % au quatrième trimestre de 2007). Pour l'année 2008 au complet, le *drain* se situe à 56 %, ce qui est légèrement supérieur à la fourchette cible de 50 % à 55 % visée par la société.
- *Assurance auto et habitation* – Après un début d'année difficile au chapitre de la sinistralité, en raison des mauvaises conditions climatiques, la filiale d'assurance auto et habitation a connu une excellente fin d'année, inscrivant un bénéfice net de 2,5 millions de dollars au quatrième trimestre (3,5 millions de dollars au quatrième trimestre de 2007).
- *Contribution de L'Excellence* – La contribution de L'Excellence, Compagnie d'assurance-vie et des sociétés de courtage auxquelles elle est associée continue d'être conforme aux attentes. On sait que, au moment de l'acquisition de L'Excellence, la société avait indiqué qu'elle estimait que celle-ci contribuerait à améliorer son bénéfice par action de 0,04 \$ en 2008. Rappelons que la clôture de l'acquisition de L'Excellence a eu lieu le 31 janvier 2008.

- *Impôt sur le revenu* – La perte du quatrième trimestre a permis à la société de renverser des charges d'impôts comptabilisées au cours des trimestres précédents, ramenant ainsi la charge d'impôts pour l'année 2008 à 17,0 millions de dollars, ce qui représente un taux d'impôt effectif de 17,8 %. Ce taux est inférieur à celui auquel la société est habituellement assujettie (autour de 28 %). Cet écart vient du fait que la diminution du bénéfice en 2008 ne s'est pas faite au détriment d'éléments de revenus ou de dépenses spécifiques pour lesquels la société bénéficie d'un avantage fiscal.
- *Bénéfice par secteurs d'activité* – Tous les secteurs d'activité ont été touchés d'une façon ou d'une autre par le contexte économique et financier actuel au quatrième trimestre. Le secteur de l'Assurance individuelle a surtout été touché par les changements d'hypothèses relatifs aux provisions mathématiques; le secteur de la Gestion de patrimoine individuel par la baisse des marchés boursiers; le secteur de l'Assurance collective par de mauvais résultats techniques; et le secteur des Rentes collectives par les changements d'hypothèses et de mauvais résultats techniques.

De tous ces facteurs, cependant, seule l'incidence de la baisse des marchés boursiers sur les secteurs de la Gestion de patrimoine individuel, des Rentes collectives et, dans une moindre mesure, de l'Assurance individuelle peut avoir un effet récurrent sur les résultats.

Incidence du contexte économique et financier sur le bénéfice net aux actionnaires ordinaires du quatrième trimestre, par secteurs d'activité						
(Millions de dollars)	Crédit	Baisse des marchés boursiers	Changements d'hypothèses	Total	Total	Total, après répartition du revenu sur le capital
Bénéfice (perte) d'exploitation					(Après impôts)	(Après impôts)
Assurance individuelle	(11,9)	(8,0)	(175,6)	(195,5)	(138,5)	(142,9)
Gestion de patrimoine individuel	(0,8)	(23,2)	(1,9)	(25,9)	(18,3)	(18,4)
Assurance collective	--	--	(1,0)	(1,0)	(0,7)	(1,7)
Rentes collectives	--	(1,5)	(16,7)	(18,2)	(12,9)	(13,5)
Total partiel	(12,7)	(32,7)	(195,2)	(240,6)	(170,4)	(176,5)
Revenu sur le capital	(5,3)	(3,3)	--	(8,6)	(6,1)	--
Total – Avant impôts	(18,0)	(36,0)	(195,2)	(249,2)	--	--
Total – Après impôts	(12,8)	(25,5)	(138,2)	(176,5)	(176,5)	--

Perspectives pour l'année 2009

Le contexte économique et financier actuel rend plus difficile que par les années passées l'établissement d'indications précises aux marchés financiers. Compte tenu du contexte actuel, la société estime cependant nécessaire de fournir des indications générales sur les perspectives de l'année 2009 de manière à aider les investisseurs à mieux comprendre la source des profits de la société. Voici donc, à la connaissance de la société, quelques indications pour l'année 2009.

Rendement des capitaux propres – La société estime que le rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires devrait se situer entre 12 % et 14 % en 2009. Cette fourchette cible est inférieure à celle de 14 % à 16 % annoncée en juin dernier. La diminution de la cible de rendement s'explique principalement par la baisse des marchés boursiers, qui a eu pour effet de réduire les revenus sur le capital et les revenus tirés des honoraires de gestion pour les fonds distincts, les fonds mutuels, les fonds de la police universelle et les fonds de capitalisation des régimes de rentes collectives, de même que par le coût des débetures subordonnées et des actions privilégiées émises en 2008.

Bénéfice par action ordinaire – Un rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires entre 12 % et 14 % se traduit par un bénéfice par action ordinaire entre 2,50 \$ et 3,00 \$. La société estime toutefois que si l'indice S&P/TSX devait se maintenir, en 2009, autour du niveau atteint au 31 décembre 2008, le bénéfice par action ordinaire devrait se situer dans la partie inférieure de la fourchette de 2,50 \$ à 3,00 \$.

Ratio de solvabilité – La société continue de viser à atteindre un ratio de solvabilité qui se situe à l'intérieur de la fourchette de 175 % à 200 %. Si l'année 2009 devait se terminer avec un rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires de 12 % environ et un indice S&P/TSX de 9 000 points environ, la société estime que le ratio de solvabilité devrait se situer dans le haut de la fourchette de 175 % à 200 % à la fin de 2009.

Dividende – La société prévoit maintenir le dividende trimestriel aux actionnaires ordinaires au niveau actuel pour l'année 2009, soit à 0,245 \$ par action ordinaire.

Taux d'impôt effectif – La société anticipe une baisse de 1 à 2 points de pourcentage du taux d'impôt effectif, qui devrait se situer autour de 26 % à 27 % en 2009.

Analyse de sensibilité

Voici la sensibilité des résultats de la société pour un certain nombre d'indicateurs clés.

Bénéfice net et baisse des marchés boursiers – La société estime que si les marchés boursiers devaient diminuer de 10 % au tout début de l'année 2009, pour ensuite récupérer progressivement une partie de cette perte en cours d'année, le bénéfice net aux actionnaires ordinaires serait, pour l'année 2009, d'environ 17 millions de dollars inférieur à celui attendu. La baisse des marchés a notamment pour effet de réduire les honoraires perçus sur les fonds distincts et les fonds mutuels gérés par la société, de diminuer les revenus futurs escomptés sur les fonds des polices universelles et d'abaisser le revenu sur le capital. Par contre, une baisse de 10 % ne devrait pas avoir d'incidence sur le bénéfice net relativement aux actions appariant les engagements à long terme de la société.

Ratio de solvabilité – La société prévoit que le ratio de solvabilité devrait se situer aux alentours de 200 % au 31 décembre 2008. L'indice S&P/TSX se situait alors à 8 988 points. La société estime ainsi que si l'indice S&P/TSX avait été à 7 400 points au 31 décembre 2008, le ratio de solvabilité aurait été de 175 % environ, et que s'il avait été à 5 700 points, il aurait été de 150 % environ.

Actions appariant les engagements à long terme et garantie des fonds distincts – La société a jugé plus prudent de renforcer suffisamment ses provisions mathématiques en 2008, tout en mettant en œuvre des mesures additionnelles, de manière à ce qu'une baisse supplémentaire de 13 % environ des marchés boursiers par rapport au niveau du 31 décembre 2008 (ce qui situerait alors l'indice S&P/TSX à 7 850 points environ) n'exige pas nécessairement une augmentation additionnelle des provisions mathématiques. Une telle baisse des marchés ne devrait donc pas avoir d'incidence sur le bénéfice de la société.

Taux de réinvestissement ultime (URR) – La société utilise, au 31 décembre 2008, pour le calcul de ses provisions mathématiques, un taux de réinvestissement ultime inférieur au taux maximal prévu à la fin de l'année 2009, si le taux des obligations à long terme du gouvernement fédéral devait demeurer au niveau actuel (3,45 %) pour l'ensemble de l'année 2009. Selon les plus récentes simulations de la société, une baisse de 10 points centésimaux du *URR* nécessiterait un renforcement des provisions mathématiques d'environ 35 millions de dollars après impôts.

Taux de réinvestissement initial (IRR) – La société utilise, au 31 décembre 2008, pour le calcul de ses provisions mathématiques, un taux de réinvestissement initial qui prend en compte les taux de rendement existants à la date d'évaluation, compte tenu de la composition visée du portefeuille d'actif. Selon les plus récentes simulations de la société, une hausse de 10 points centésimaux du *IRR* permettrait la libération d'environ 24 millions de dollars après impôts de provisions mathématiques.

Taux de mortalité – Comme l'exigent les normes de pratiques actuarielles, la société ne prévoit pas d'amélioration de mortalité lorsqu'elle évalue ses provisions mathématiques en assurance individuelle. Cependant, compte tenu de l'amélioration continue des taux de mortalité au Canada, la société libère régulièrement les excédents de provisions qui ne sont plus nécessaires. Ainsi, la société estime que toute baisse de 5 % du taux de mortalité pourrait permettre, pour l'ensemble de ses secteurs d'activité, la libération de provisions mathématiques d'environ 88 millions de dollars après impôts.

Croissance des affaires

Voici les faits saillants du quatrième trimestre au chapitre de la croissance des affaires.

Primes et dépôts – Après plusieurs années de forte croissance, la morosité économique ambiante a freiné l'ardeur des consommateurs et des investisseurs dans les marchés aux particuliers, mais n'a pas eu d'incidence significative dans les marchés aux groupes, où certains secteurs ont même connu une année record. La forte poussée des primes dans les secteurs aux groupes n'a cependant pas été suffisante pour effacer le recul dans ceux aux particuliers, de sorte que le quatrième trimestre se termine avec des primes et dépôts de 1,2 milliard de dollars, en baisse de 7 % par rapport au trimestre correspondant en 2007.

Primes et dépôts	Quatrième trimestre			Année		
	(Millions de dollars, sauf indication contraire)	2008	2007	Variation	2008	2007
Assurance individuelle	233,7	236,1	(1 %)	920,7	897,3	3 %
Gestion de patrimoine individuel	450,9	663,8	(32 %)	2 422,4	3 121,9	(22 %)
Assurance collective	245,4	212,8	15 %	956,5	860,5	11 %
Rentes collectives	257,8	174,2	48 %	1 114,9	828,3	35 %
Assurance de dommages	33,2	30,7	8 %	128,3	118,2	9 %
Total	1 221,0	1 317,6	(7 %)	5 542,8	5 826,2	(5 %)

Ventes par secteurs d'activité – Voici les faits saillants du quatrième trimestre en ce qui touche les ventes par secteurs d'activité.

- *Assurance individuelle* – Les ventes dans le secteur de l'Assurance individuelle ont continué à progresser dans le marché de la famille, mais ont reculé dans le marché de la clientèle à revenu élevé, de sorte que, au total, le secteur termine le trimestre avec des ventes à la baisse de 14 % par rapport à la même période l'an dernier. Les investisseurs qui utilisent leur police d'assurance vie universelle comme outil de planification financière ont donc décidé de réduire les sommes qu'ils versent dans le compte d'épargne de leur police d'assurance (primes excédentaires), en raison de l'instabilité des marchés. Par contre, la clientèle a continué à s'assurer pour couvrir ses besoins de base en assurance, puisque les primes minimales (c'est-à-dire la composante « assurance » des primes) ont enregistré une hausse de 6 % au cours du trimestre. De plus, le niveau d'activité parmi les représentants est resté élevé tout au cours de l'année, puisque le nombre de polices vendues a été à la hausse de 5 % au cours du trimestre et de 4 % pour l'année 2008. On sait que les primes minimales et le nombre de polices vendues sont deux des composantes les plus importantes utilisées par la société pour mesurer la rentabilité du secteur.
- *Gestion de patrimoine individuel* – La chute des marchés boursiers a continué à ralentir les ventes des produits d'épargne et d'investissement. Ainsi, après plusieurs années de forte croissance, les ventes du secteur de la Gestion de patrimoine individuel accusent un recul de 32 % pour le trimestre par rapport à la même période l'année précédente. Les ventes nettes de fonds distincts et de fonds mutuels ont par contre été positives tous les trimestres, ce qui est excellent dans les circonstances, et la société a même mieux réussi que l'industrie au chapitre des ventes nettes de fonds mutuels (la filiale Placements IA Clarington occupait le 9^e rang au chapitre des ventes nettes de fonds mutuels en 2008, en hausse par rapport à un 12^e rang en 2007). La vaste gamme de fonds de la société, leur bonne performance relative au cours de la dernière année et l'envergure des réseaux de distribution de la société devraient contribuer à relancer les ventes dès que les marchés seront plus stables.

- *Assurance collective : régimes d'employés* – Le secteur de l'Assurance collective pour les régimes d'employés continue sur sa lancée, avec des ventes au quatrième trimestre correspondant à plus du double de celles du trimestre comparable en 2007. Les ventes ont été particulièrement fortes dans l'ouest du pays, grâce aux liens étroits tissés au cours des dernières années avec de nouveaux distributeurs. La vigueur des ventes du trimestre a poussé les ventes de l'année à un niveau record de 92,9 millions de dollars, en hausse de 29 % par rapport à l'année antérieure. Pour une quatrième année consécutive, plus de la moitié des ventes proviennent de l'extérieur du Québec, conformément à la volonté de la société d'étendre ses activités à la grandeur du pays.
- *Assurance collective des débiteurs* – Malgré une baisse importante des ventes d'automobiles au pays, le secteur de l'Assurance collective des débiteurs termine le trimestre avec des ventes en hausse de 1 % par rapport au quatrième trimestre de l'année précédente. On sait que les ventes de ce secteur sont tributaires des ventes d'automobiles, puisque les produits sont distribués principalement par les concessionnaires d'automobiles. Rappelons que la société est un chef de file au Canada depuis plusieurs années dans le marché de l'assurance des débiteurs auprès des concessionnaires d'automobiles.
- *Assurance pour les marchés spéciaux* – Le secteur de l'Assurance pour les marchés spéciaux (SMG) continue sa progression régulière, avec des ventes en hausse de 7 % par rapport à la même période l'année précédente. Ce secteur s'est montré très résilient jusqu'à maintenant au contexte économique. On sait que ce secteur se spécialise dans certains créneaux d'assurance sous-exploités par les fournisseurs de produits d'assurance traditionnels.
- *Rentes collectives* – Le secteur des Rentes collectives a connu un autre excellent trimestre, avec des ventes à la hausse de 48 % par rapport à la même période en 2007. Les ventes ont été fortes tant dans le marché des produits d'accumulation (produits d'épargne) que dans celui des produits de décaissement (produits de rentes assurées), qui a été particulièrement actif en 2008. Le résultat du trimestre a permis aux ventes de l'année d'atteindre un niveau record de 1,1 milliard de dollars, en hausse de 35 % par rapport à l'année antérieure. C'est la première fois que les ventes franchissent la barre du milliard de dollars dans ce secteur. Tout comme pour le secteur de l'Assurance collective pour les régimes d'employés, plus de la moitié des ventes du secteur se sont effectuées à l'extérieur du Québec au cours de l'année, conformément à la volonté de la société de prendre de l'expansion partout au pays.

Ventes¹						
(Millions de dollars, sauf indication contraire)	Quatrième trimestre			Année		
	2008	2007	Variation	2008	2007	Variation
Assurance individuelle						
Primes minimales	35,3	33,3	6 %	118,6	111,0	7 %
Primes excédentaires	6,9	15,6	(56 %)	28,3	48,0	(41 %)
Total	42,2	48,9	(14 %)	146,9	159,0	(8 %)
Gestion de patrimoine individuel						
Fonds général	87,3	77,7	12 %	345,5	334,4	3 %
Fonds distincts	149,2	189,0	(21 %)	815,7	990,6	(18 %)
Fonds mutuels	214,4	397,1	(46 %)	1 261,2	1 796,9	(30 %)
Total	450,9	663,8	(32 %)	2 422,4	3 121,9	(22 %)
Assurance collective						
Régimes d'employés	22,1	10,2	117 %	92,9	72,0	29 %
Assurance des débiteurs	41,6	41,1	1 %	194,2	192,0	1 %
Marchés spéciaux (SMG)	31,8	29,8	7 %	112,9	104,4	8 %
Rentes collectives	257,8	174,2	48 %	1 114,9	828,3	35 %

Valeur ajoutée des ventes – La valeur ajoutée des ventes a diminué de 6 % (ou de 1,8 million de dollars) au quatrième trimestre par rapport à la période équivalente de l'année dernière, pour s'établir à 27,3 millions de dollars (0,34 \$ par action ordinaire). La baisse provient uniquement du secteur de la Gestion de patrimoine individuel, en raison de la diminution des nouvelles entrées de fonds, puisque la valeur ajoutée des ventes a été à la hausse dans tous les autres secteurs d'activité, grâce principalement à une amélioration des marges bénéficiaires. Malgré la baisse au quatrième trimestre, la valeur ajoutée des ventes a terminé l'année en hausse de 1 %, pour se situer à 122,8 millions de dollars.

Solidité financière

Voici les faits saillants du quatrième trimestre en ce qui touche la solidité financière.

Ratio de solvabilité – En dépit de la turbulence des marchés financiers, la solidité financière a continué de s'améliorer en 2008. La société prévoit ainsi terminer l'année avec un ratio de solvabilité de 200 % environ au 31 décembre 2008, ce qui est supérieur au ratio de 193 % enregistré au 31 décembre 2007 et équivalent à celui enregistré au 30 septembre 2008. Le ratio de solvabilité devrait se situer dans le haut de la fourchette de 175 % à 200 % retenue comme objectif par la société.

Le ratio de solvabilité a notamment bénéficié, au cours du dernier trimestre, de l'émission de 100 millions de dollars d'actions privilégiées conclue le 25 novembre 2008 (cette émission a ajouté 10 points de pourcentage au ratio de solvabilité) et des assouplissements apportés aux normes de solvabilité par les organismes de réglementation. Ces assouplissements ont touché le risque de marge d'intérêts dans la fixation des prix (ajout de 10 points de pourcentage au ratio de solvabilité), les gains et pertes non réalisés sur les titres de créance disponibles à la vente (ajout de 4 points de pourcentage) et la garantie des fonds distincts (ajout de 12 points de pourcentage). L'assouplissement relatif à la garantie des fonds distincts a notamment permis à la société d'éviter d'avoir des exigences de capital pour la garantie des fonds distincts.

En revanche, des pressions à la baisse ont été exercées sur le ratio de solvabilité en raison de la perte enregistrée au cours du trimestre et de la reconnaissance progressive sur deux ans de l'incidence des nouvelles normes comptables entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2007 (l'effet des nouvelles normes comptables a maintenant été totalement absorbé par le ratio de solvabilité).

Capitalisation – Le capital de la société s'établissait à 1 857 millions de dollars au 31 décembre 2008, ce qui représente une baisse de 3 % (55 millions de dollars) par rapport au 30 septembre 2008. Cette baisse s'explique par la perte subie au cours du trimestre et par les paiements de dividendes faits aux actionnaires ordinaires, ces deux éléments ayant excédé l'apport de capital résultant de l'émission d'actions privilégiées. La valeur comptable par action ordinaire de la société s'établissait à 20,34 \$ au 31 décembre 2008, en baisse de 9 % par rapport à la valeur au 30 septembre 2008 (22,25 \$). Cette baisse s'explique par la diminution du capital de la société, mais également par l'augmentation de 22 millions de dollars des pertes non réalisées pour les titres classés disponibles à la vente.

Levier financier – L'effet combiné de l'émission d'actions privilégiées et de la perte du trimestre a fait augmenter le ratio d'endettement de la société, qui demeure néanmoins toujours à un niveau prudent. Le ratio d'endettement est ainsi passé de 17,0 % au 30 septembre 2008 à 17,9 % au 31 décembre 2008, si l'on ne tient compte que des débetures subordonnées dans les éléments de dette; si l'on y ajoute les actions privilégiées, le ratio d'endettement passe de 22,5 % au 30 septembre 2008 à 26,9 % au 31 décembre 2008.

Qualité des placements

Malgré la dévaluation de certains titres au cours du trimestre, la qualité des placements est restée excellente, compte tenu du contexte économique ambiant. Voici quelques-uns des faits saillants du trimestre :

- comme indiqué plus tôt, la société a dévalué de 14 % la valeur des 104,1 millions de dollars de papiers commerciaux non bancaires adossés à des actifs auxquels elle est exposée, portant ainsi à 29 % la dévaluation totale de ces titres;
- la société a vendu le titre obligataire qu'elle possédait dans la société American International Group, Inc. (AIG). La société possédait une obligation de 15,8 millions de dollars dans AIG (la société mère), placement qui avait été dévalué de 40 % au troisième trimestre. La vente de ce titre n'a eu aucune incidence significative sur les résultats du trimestre;

- étant donné la conjoncture économique, la société a réduit de 3,0 millions de dollars avant impôts (2,2 millions de dollars après impôts) la valeur de quelques titres qui ont été fragilisés par le contexte actuel;
- les placements douteux nets ont diminué légèrement au cours du trimestre, passant de 8,7 millions de dollars au 30 septembre 2008 à 8,4 millions de dollars au 31 décembre 2008. La proportion des placements douteux nets représente à peine 0,06 % des placements totaux au 31 décembre 2008 (0,06 % au 30 septembre 2008);
- la presque totalité du portefeuille d'obligations est composé de titres de qualité BBB et plus (99,77 % au 31 décembre 2008 comparativement à 99,95 % au 30 septembre 2008);
- le taux de délinquance du portefeuille de prêts hypothécaires a diminué légèrement au cours du trimestre, passant de 0,31 % au 30 septembre 2008 à 0,26 % au 31 décembre 2008. Aucun nouveau prêt n'est tombé en défaut au quatrième trimestre et les prêts délinquants ne représentent que 9,2 millions de dollars sur un portefeuille de 3,5 milliards de dollars;
- le taux d'occupation des immeubles est resté élevé, et stable, au cours du trimestre (94,0 % au 31 décembre 2008) et la valeur marchande du portefeuille immobilier dépasse toujours largement la valeur comptable;
- finalement, il y a eu très peu de changements au cours du dernier trimestre en ce qui touche les titres qui font les manchettes, si ce n'est le fait que la société a vendu sa participation dans AIG. La société ne détient notamment : aucun investissement dans le marché américain des prêt hypothécaires à haut risque; aucun investissement dans des titres garantis par des sociétés de garanties financières; un investissement de 0,7 million de dollars dans les sociétés américaines Freddie Mac et Fannie Mae; aucune exposition aux titres de Nortel, de Teck Cominco et de CanWest; un investissement de 4 millions de dollars dans des titres adossés à des actifs aux États-Unis; un investissement inférieur à 25 millions de dollars dans des titres de sociétés financières au Royaume-Uni, dont seulement 3 millions de dollars dans des billets de capital; et une exposition minime aux titres actuellement les plus médiatisés des secteurs de l'aviation, de l'automobile, des télécommunications et de l'imprimerie.

Indices de qualité des placements			
(Millions de dollars, sauf indication contraire)	31 décembre 2008	30 septembre 2008	31 décembre 2007
Placements douteux nets	8,4	8,7	11,7
Placements douteux nets en % des placements totaux	0,06 %	0,06 %	0,08 %
Obligations – Proportion des titres cotés BB et moins	0,23 %	0,05 %	0,11 %
Prêts hypothécaires – Taux de délinquance	0,26 %	0,31 %	0,16 %
Immeubles – Valeur marchande/valeur comptable	129,4 %	125,4 %	129,5 %

Acquisitions

La société a continué de bâtir pour l'avenir avec la conclusion de deux nouvelles acquisitions au cours du quatrième trimestre.

Ainsi, le 31 octobre 2008, la société a conclu l'acquisition de toutes les actions émises et en circulation de Sarbit Asset Management Inc. (« Sarbit »). Sarbit est une société de gestion de fonds mutuels fondée en 2005 par Larry Sarbit, un gestionnaire de portefeuilles comptant plus de 28 années d'expérience. Au moment de la clôture de la transaction, Sarbit gérait un actif d'environ 100 millions de dollars. Les fonds de Sarbit seront intégrés à ceux de Placements IA Clarington inc., la filiale de gestion de fonds mutuels de l'Industrielle Alliance. Larry Sarbit et son équipe de gestionnaires continueront par ailleurs d'agir comme conseillers en placement des fonds d'actions américaines de Sarbit.

La société a également conclu, le 31 décembre 2008, l'acquisition du réseau de conseillers financiers québécois de Patrimoine Dundee inc. spécialisés en fonds mutuels et en assurance (« Patrimoine Dundee »). Au moment de la clôture de la transaction, Patrimoine Dundee comptait quelque 300 conseillers en fonds mutuels et administrait un actif de plus de 2,0 milliards de dollars. Les activités acquises seront fusionnées à celles d'Investia Services Financiers Inc.

(« Investia »), une des deux filiales de courtage en fonds mutuels de l'Industrielle Alliance. Cette acquisition permettra à Investia d'accroître la taille, l'envergure et l'efficacité de ses activités de distribution de fonds mutuels.

Ces deux acquisitions portent à cinq le nombre d'acquisitions conclues en 2008 (L'Excellence, Compagnie d'assurance-vie et ses sociétés affiliées le 31 janvier 2008, la société coquille United Family Life Insurance Company aux États-Unis le 1^{er} mai et AEGON Services aux courtiers Canada Inc. et le réseau affilié Money Concepts le 1^{er} juillet 2008).

Mesures financières non conformes aux PCGR

La société publie son information financière conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR). De plus, la société utilise, à l'occasion, certaines mesures financières non conformes aux PCGR – données ajustées – touchant, notamment, le bénéfice, le bénéfice par action et le rendement des capitaux propres. Les mesures financières non conformes aux PCGR sont toujours clairement indiquées, accompagnées des mesures financières conformes aux PCGR et comparées avec ces dernières afin d'en établir la concordance. La société est d'avis que ces mesures non conformes aux PCGR fournissent des renseignements utiles aux investisseurs et aux analystes financiers afin qu'ils puissent mieux comprendre les résultats financiers et effectuer une meilleure analyse du potentiel de croissance et de rentabilité de la société. Ces mesures financières non conformes aux PCGR présentent une autre façon d'évaluer des aspects des activités de la société et peuvent faciliter la comparaison des résultats d'une période par rapport à une autre. Comme les mesures financières non conformes aux PCGR n'ont pas de définition normalisée, il est possible qu'elles diffèrent des mesures financières non conformes aux PCGR utilisées par d'autres sociétés. La société incite fortement les investisseurs à consulter l'intégralité de ses états financiers et de ses autres rapports déposés auprès d'organismes publics, et à ne pas se fier à une mesure financière unique, quelle qu'elle soit. À noter que les données relatives au ratio de solvabilité, à la valeur intrinsèque et à la valeur ajoutée des ventes, ainsi que, comme nous l'avons indiqué ci-dessus, les données ajustées ne sont pas assujetties aux PCGR.

Énoncés prospectifs

Ce communiqué peut contenir des énoncés prospectifs sur les activités, les objectifs et les stratégies de l'Industrielle Alliance, ainsi que sur la situation financière de la société et son rendement. De façon générale, on peut reconnaître, mais pas toujours, la nature prospective de tels énoncés à l'usage de mots tels que « pouvoir », « s'attendre à », « prévoir », « avoir l'intention de », « croire », « estimer », « être d'avis », « continuer » ou d'autres expressions semblables, dans leur forme affirmative, négative ou conditionnelle. Sauf indication contraire, toute information prospective présentant des résultats prospectifs sur les activités, la situation financière ou les flux de trésorerie a été approuvée par la direction à la date du présent communiqué.

Les énoncés prospectifs comportent des risques ainsi que des incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats, le rendement ou les réalisations réels de l'Industrielle Alliance s'écartent sensiblement des résultats, du rendement ou des réalisations futurs exprimés ou suggérés dans les énoncés prospectifs. Parmi les facteurs susceptibles d'entraîner un écart entre les résultats réels et les résultats prévisionnels de la société, mentionnons l'évolution de la réglementation gouvernementale ou des lois fiscales, la concurrence, l'évolution technologique, les marchés financiers mondiaux, les taux d'intérêt, l'évolution des données démographiques, les fluctuations de la demande et les changements de comportement des consommateurs à l'égard des produits et des services de la société, la survenance d'événements catastrophiques et les conditions économiques générales au Canada ou ailleurs dans le monde. Les lecteurs trouveront une description des facteurs importants qui pourraient influencer sur les énoncés prospectifs dans le rapport de gestion du plus récent rapport annuel de l'Industrielle Alliance.

Cette liste de facteurs ne contient pas tous ceux qui pourraient avoir une influence sur quelque énoncé prospectif que ce soit de l'Industrielle Alliance. Ces facteurs et d'autres doivent être analysés de près et les lecteurs ne doivent pas se fier indûment aux énoncés prospectifs de l'Industrielle Alliance. Lorsque des énoncés prospectifs sont par ailleurs donnés à titre indicatif sur les résultats financiers futurs de l'Industrielle Alliance, ils ont pour but d'aider les investisseurs à comprendre l'incidence des plans et des objectifs actuels de la société sur son bénéfice. La société peut également

faire part d'objectifs de temps à autre. Un objectif doit être interprété comme un énoncé sur les buts visés par la direction dans sa gestion de la société, et non comme une prévision que l'objectif sera atteint.

L'Industrielle Alliance ne s'engage nullement à réviser ces énoncés prospectifs ni à en publier une mise à jour pour tenir compte d'événements, de circonstances ou de faits postérieurs à la date du présent communiqué, qu'ils soient prévisibles ou non, à moins d'y être tenue selon les lois sur les valeurs mobilières applicables.

Conférence téléphonique

La direction tiendra aujourd'hui, à 8 h 30 (HNE), une conférence téléphonique pour présenter les résultats de la société. Pour écouter la conférence téléphonique, il suffira de composer le 1 800 761-0059 (sans frais). La conférence téléphonique sera également disponible en différé, pendant une semaine, à compter de 11 h 30 ce matin. Pour écouter la conférence téléphonique en différé, il suffira de composer le 1 800 558-5253 (sans frais) et d'entrer le code d'accès 21411877. Une webdiffusion de la conférence téléphonique (en mode audio seulement) sera également disponible à partir du site de l'Industrielle Alliance, à l'adresse www.inalco.com, de même qu'à partir du site de CNW, à l'adresse www.cnw.ca.

À propos de l'Industrielle Alliance

Fondée en 1892, l'Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc. est une société d'assurance de personnes qui offre une gamme variée de produits d'assurance vie et maladie, d'épargne et de retraite, de REER, de fonds mutuels et de fonds distincts, de valeurs mobilières, d'assurance auto et habitation, de prêts hypothécaires ainsi que d'autres produits et services financiers. Quatrième société d'assurance de personnes en importance au Canada, l'Industrielle Alliance est à la tête d'un grand groupe financier, présent dans toutes les régions du pays de même que dans l'ouest des États-Unis. L'Industrielle Alliance contribue au mieux-être financier de plus de 3 millions de Canadiens et de Canadiennes, emploie plus de 3 300 personnes et administre et gère un actif de quelque 50 milliards de dollars. Le titre de l'Industrielle Alliance est inscrit à la Bourse de Toronto, sous le symbole IAG. L'Industrielle Alliance compte parmi les 100 sociétés publiques les plus importantes au Canada.

Notes

- 1) Les ventes (nouvelles affaires) sont définies de la façon suivante pour chacun des secteurs d'activité : Assurance individuelle : primes annualisées de première année; Gestion de patrimoine individuel : primes pour le fonds général et les fonds distincts et dépôts pour les fonds mutuels; Assurance collective pour les régimes d'employés : primes annualisées de première année, comprenant les équivalents de primes (contrats de services administratifs seulement); Assurance collective pour l'assurance des débiteurs : primes brutes (primes avant réassurance); Assurance collective pour les marchés spéciaux (SMG) : primes; Rentes collectives : primes.

- 30 -

Information

Jacques Carrière, vice-président, Relations avec les investisseurs

Tél. bureau : 418 684-5275; cellulaire : 418 576-3624

Courriel : jacques.carriere@inalco.com; site Internet : www.inalco.com